

Au royaume de la frite

Nature, en chemise, rissolées, croquettes, purée, frites, frites, frites... Les pommes de terre à toutes les sauces. La fierté du royaume. Mais à quel prix ?



Adobe stock - Toniflap

L'histoire de nos patates commence dans la cordillère des Andes au 16^{ème} siècle. Ce sont les conquistadors espagnols qui ont ramené sur notre continent ce tubercule merveilleux, promis à un si bel avenir. Les pommes de terre vont alors, petit à petit, envahir pacifiquement tout le continent. Au 19^{ème} siècle, elles constituent la base de l'alimentation ouvrière, mais la dépendance à ce seul aliment a toutefois provoqué de graves famines suite aux pertes de récoltes dues aux épidémies de mildiou. Au 20^{ème} siècle, la pomme de terre et ses nombreuses variétés font la fierté des paysans. Petit à petit, la Belgique devient le royaume de la frite.

Un filon juteux

Dans les dernières décennies du 20^{ème} siècle, les habitudes alimentaires évoluent et les grandes surfaces se multiplient proposant de plus en plus de produits surgelés. Les industriels de l'alimentation ont vite compris que la frite surgelée allait se révéler un filon juteux. En vingt ans, vu le succès, les surfaces des terres consacrées à la pomme de terre explosent (elles ont progressé de 50% depuis 2000 et atteignent près de 100.000 hectares en 2019, soit 11% des terres cultivées). Résultat: 5 millions de tonnes contre 500 mille en 1990. On est passé d'un artisanat paysan à l'ère de l'agro-industrie.

Il y a trop de frites pour les Belges? Allons vendre ailleurs. Les exportations explosent: la Belgique est devenue le premier exportateur mondial de produits surgelés à base de pomme de terre. Or, ces exportations massives font grand tort aux paysans du Sud qui ne parviennent plus à vendre leur production sur leurs

propres marchés. Parmi les victimes, les pères des pommes de terre (*las papas*), les paysans de la cordillère des Andes!

Des perdants et des gagnants

Vous l'avez déjà compris, dans ce dossier, il y a quelques gagnants (très peu) et beaucoup de perdants. L'agro-business et, en particulier, les industriels de la transformation en surgelés sont les grands vainqueurs. Quatre ou cinq grosses entreprises font la loi et c'est un lobby puissant, *Belpom*, qui défend leurs intérêts, si d'aventure on osait s'en prendre à elles. On reparlera de leurs pratiques.

Où vont s'arrêter ces industriels? Après avoir colonisé les deux Flandres, ils se sont attaqués aux bonnes terres de la Wallonie picarde. Une usine «monstre» à Warneton, *Clarebout*, ne leur suffit pas. Ils veulent à présent développer leur site de stockage de Frameries et y implanter une grosse usine de transformation avec toutes ses nuisances. Ils s'étendent déjà sur des centaines d'hectares dans le Nord de la France et une nouvelle méga-usine de transformation est prévue à Dunkerque. Des «patatiers» sans frontières. Et surtout sans scrupules!

Les perdants sont hélas bien plus nombreux. À commencer par les travailleurs des grosses usines de transformation en produits surgelés. Dans ces usines, les conditions de travail sont déplorables. On ne compte plus les brûlures. L'hygiène laisse à désirer et

Où vont s'arrêter ces industriels? Après avoir colonisé les deux Flandres, ils se sont attaqués aux bonnes terres de la Wallonie picarde.

les odeurs sont insoutenables. Les accidents de travail se multiplient: plus de 2.800 en cinq ans. Un auditeur du travail, interrogé par la *RTBF*, n'hésite pas à déclarer qu'il s'est retrouvé dans l'ambiance des

romans de Zola. De nombreuses plaintes ont été déposées et des procès sont en cours. Mais ces industriels ne manquent pas de moyens et la plupart des dossiers sont classés sans suite.

Autres perdantes: les petites fermes paysannes qui continuent de disparaître. Même les producteurs qui n'ont pas résisté aux sirènes de l'agro-business découvrent petit à petit l'engrenage infernal dans lequel ils sont pris. Pour respecter les contrats de l'industrie de la transformation, ils doivent acheter de plus grosses machines et s'endetter. L'industrie leur impose

sa loi à travers des contrats qui font peser sur eux l'essentiel des risques liés à la production. Ils sont pieds et poings liés.

Et puis, il y a la pollution et les nuisances pour les riverains. Ces derniers doivent supporter des odeurs nauséabondes, du bruit 24h/24, un charroi incessant, des dépôts de graisses sur les vitres, les sols... On s'en doute, l'impact sur l'environnement est conséquent. Un exemple: pour contrer le mildiou, l'industrie agrochimique recommande jusqu'à vingt pulvérisations de produits phytosanitaires par récolte. La culture industrielle de pommes de terre est la plus grande consommatrice de ces produits. Par ailleurs, la culture intensive, avec des machines de plus en plus lourdes, contribue fortement à l'épuisement et à l'érosion des sols. Et donc aux inondations!

Toutes ces retombées négatives - la liste n'est pas complète - sont bien connues des autorités. Il n'empêche, la filière reçoit des subsides conséquents des autorités publiques belges. Au grand dam de plusieurs bourgmestres.

Un révélateur

Récemment, les médias ont consacré au sujet des reportages bien ficelés. Il faut dire que les riverains-citoyens ne sont pas restés inactifs. Cette année, la mobilisation du collectif, *La nature sans friture*, est exemplaire. Elle a débouché sur une audition au Parlement wallon.

Pourtant, la prise de conscience par la population des ravages de l'agro-business n'est pas encore suffisante. En particulier de ses répercussions catastrophiques sur la paysannerie des pays du sud de la planète et sur nos paysans également.

Alors, que faire? Bien sûr, on ne peut négliger l'impact des comportements des consommateurs. S'il y avait un boycott de la frite surgelée, ce serait un signal de notre prise de conscience! Mais ce ne serait que le début d'un très long combat à mener pour changer les règles. Et il n'y a pas que la patate! C'est toute l'industrie alimentaire qui est en cause.

Avant de réclamer une transformation profonde des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), il faudra nous mobiliser chez nous. Saisir toutes les occasions d'informer sur la nocivité des mécanismes du libre-échange et de l'agro-business. Soutenir les actions des associations de défense de l'agriculture

**Et il n'y a pas que la patate!
C'est toute l'industrie
alimentaire qui est en cause.**

familiale. Réclamer que les subsides des pouvoirs publics leur soient réservés.

Répetons-le, la filière industrielle de la pomme de terre est un révélateur (bien de chez nous) des injustices et des impasses qu'impose le modèle agro-industriel à l'échelle de la planète. Aussi, je reprendrai pour conclure les axes de changements du système alimentaire proposés par la *FIAN*, une importante *ONG* qui défend le

droit à l'alimentation:

- Faire de l'alimentation un bien commun.
- Réaliser le droit à l'alimentation et à la nutrition pour tou-te-s.
- Mettre en œuvre la transition agroécologique.
- Respecter et défendre les droits des paysan-ne-s.

Réjouissons-nous, car tout cela figure dans de beaux textes des Nations Unies et même de l'Union européenne. Et associons-nous, mobilisons-nous, du local au global, pour que ces textes se traduisent en changements des pratiques.

■ Jacques Liesenborghs

Je conseille à chacun-e de se reporter aux remarquables études, enquêtes et reportages que j'ai consultés et dont je me suis largement inspiré:

- *Patates en colère*, étude de *FIAN Belgium* et *Agroecology In Action*, 2021.
- *La frite surgelée: un univers impitoyable*, enquête de l'émission *Investigation*, *RTBF*, 03/03/21.
- Sur *Facebook*: *La nature sans friture*.
- Le site www.barometre-agricultures-familiales.org
- Les revues *Tchack*, *Médor* et *Wilfried*.
- ... sans oublier ceux que j'ai oubliés

■ J. L.



Adobe stock - dinozaver